

LA SIPPENHAFT SOUS LE NAZISME

La notion de *Sippenhaft*, que l'on peut traduire par « responsabilité familiale » ou « solidarité de clan », renvoie à une pratique juridique d'origine germanique médiévale, selon laquelle les membres d'une famille ou d'un clan pouvaient être tenus responsables des actes de l'un des leurs. Si dans les sociétés tribales du haut Moyen Âge ce concept visait essentiellement à garantir l'équilibre social en l'absence d'institutions judiciaires structurées, le Troisième Reich en fit un instrument de terreur d'une brutalité inédite, détourné de sa signification originelle pour renforcer le contrôle politique et idéologique du régime.

Sous le nazisme, la *Sippenhaft* fut progressivement introduite comme une mesure d'intimidation et de répression collective, en dehors de tout cadre légal précis. Largement encouragée par Heinrich Himmler, *Reichsführer-SS*, elle se matérialisa de façon systématique à partir de 1944, bien que des cas isolés aient été recensés dès les premières années du régime. Elle connut cependant une application particulièrement marquante après l'échec de l'attentat contre Adolf Hitler le 20 juillet 1944 (Opération Walkyrie), lorsque le colonel Claus von Stauffenberg tenta, avec d'autres officiers de la Wehrmacht et membres de la résistance militaire, d'assassiner le Führer et de renverser le régime nazi.



Dans les jours qui suivirent l'attentat manqué, les représailles furent d'une ampleur inédite. Non seulement les conspirateurs furent arrêtés, torturés et

exécutés, mais leurs familles, souvent sans lien direct avec l'action entreprise, furent également victimes de mesures punitives implacables. Les enfants furent retirés à leurs parents, placés dans des foyers sous de fausses identités, tandis que les épouses, les frères, sœurs et parents des résistants étaient emprisonnés, interrogés, parfois envoyés dans des camps de concentration.

Le cas de Nina von Stauffenberg, épouse de Claus von Stauffenberg, illustre particulièrement la brutalité et l'arbitraire de cette politique. Enceinte de leur cinquième enfant au moment de l'attentat, elle fut arrêtée peu après l'exécution de son mari. Emprisonnée par la Gestapo, elle accoucha en détention dans des conditions extrêmement précaires, et fut ensuite séparée de ses enfants, qui furent confiés à des institutions nazies pour être soumis à un processus de « rééducation » destiné à effacer toute trace de l'héritage familial et de l'opposition politique. Nina von Stauffenberg fut libérée à la fin de la guerre, marquée à jamais par la brutalité du régime et la violence infligée non seulement à elle-même, mais aussi à sa famille.

L'application de la *Sippenhaft* par le régime nazi s'inscrivait dans une logique de terreur et de dissuasion, visant à éradiquer toute forme d'opposition intérieure en instaurant une culpabilité par association familiale. Cette pratique constituait une négation totale de la responsabilité individuelle, principe fondamental du droit moderne, et s'inscrivait dans le cadre plus large de la stratégie d'anéantissement social mise en œuvre par l'État totalitaire nazi.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la *Sippenhaft* fut unanimement condamnée par les juridictions internationales, qui la reconnurent comme une violation grave des droits humains et une illustration de la politique systématique de punition collective, contraire aux principes les plus élémentaires. Les témoignages de victimes comme Nina von Stauffenberg contribuèrent à documenter la brutalité et l'inhumanité de cette politique, qui reste aujourd'hui encore un exemple emblématique des dérives répressives d'un État autoritaire fondé sur la peur et la déshumanisation.

Didier Chauvet

*Historien du nazisme, titulaire de la médaille
de la Société des membres de la Légion
d'honneur.*